

Bulletin officiel n° 2989 du 11/04/1970 (11 avril 1970)
Décret n° 851-67 du 18 kaada 1389 (26 janvier 1970) modifiant le décret n° 2-61-161 du 7 safar 1382 (10 juillet 1962) portant réglementation de l'aéronautique civile.

LOUANGE A DIEU SEUL !

Nous, Amir Al Mouminine, Roi du Maroc.

Vu le décret royal n° 136-65 du 7 safar 1385 (7 juin 1965) proclamant l'état d'exception ;

Vu le décret n° 2-61-161 du 7 safar 1382 (10 juillet 1962) portant réglementation de l'aéronautique civile, notamment son article 242 ;

Sur la proposition du ministre des travaux publics et des communications,

Décrétons :

Article Premier : Les articles premier (premier alinéa), 2, 15, 17 (deuxième alinéa, 28, 29 (intitulé, § a) et § i) nouveau), 30 (intitulé, § e) et § f) nouveaux), 31, 32 (intitulé et troisième alinéa), 35 (intitulé et alinéa nouveau), 36, 39 (premier alinéa), 41, 43 44, 46, 49, 51 (dernier alinéa), 52, 53, 54 (premier alinéa), 56 (deuxième, troisième et quatrième alinéas), 57, le titre IV (intitulé), les articles 60, 61 (deuxième alinéa), 64 (troisième alinéa), 65 (premier et deuxième alinéas), 66, 70 (premier, troisième et quatrième alinéas), 71 (premier alinéa), 74, 76 (premier alinéa), 81 (troisième alinéa), 92 (deuxième alinéa), 93 (intitulé et alinéa nouveau), 94, 95, 99 (alinéa nouveau), 108, 124 (deuxième alinéa et § a) du troisième alinéa), 128 (premier alinéa et alinéa nouveau) 146 (premier alinéa), 149 (premier et deuxième alinéas), 168 ; le titre V (intitulé), le chapitre premier (intitulé), les articles 180, 181, 182, 183, 239 (dernier alinéa), 242, du décret susvisé n° 2-61-161 du 7 safar 1382 (10 juillet 1962) sont modifiés ou complétés comme suit

Article premier: - Définition . - Aux fins dugrâce aux réactions de l'air au-delà de la limite d'interaction de la surface.
(Deuxième alinéa sans modification.)

Article 2. - Aéronefs d'Etat et aéronefs civils. - Les aéronefs d'Etat sont ceux qui sont affectés exclusivement à une administration publique, tels que les aéronefs militaires, de douane ou de police. Les aéronefs civils utilisés d'une manière permanente ou temporaire pour un service public sont réputés aéronefs d'Etat.

Sauf disposition contraire, les articles du présent décret s'appliquent à tous les aéronefs.

Article 15. - Aéronef construit au Maroc. - Si la construction..... à tous contrôles jugés nécessaires. Si le constructeur s'est conformé aux dispositions du présent article, le directeur de l'air peut, après le contrôle prévu à l'article 13, délivrer un certificat de navigabilité, qui pourra être un certificat de navigabilité restreinte.

Article 17. - Suspension de validité. -
(Premier alinéa sans modification.)

Toutefois, les essais en vol consécutifs, sans que cet aéronef puisse transporter de passagers payants.

Article 28. - Autorité compétente. - Le directeur de l'air publics. Licences et qualifications peuvent être suspendues ou retirées dans certains cas prévus par décret, notamment par l'article 232 du présent décret

Article 29. - Licences. - a) En vue d'obtenir une des licences de pilote d'aéronef ou de parachutiste, énumérées ci-après, une carte de stagiaire, délivrée par le directeur de l'air dans des conditions fixées par arrêté du ministre des travaux publics et des communications, permet au titulaire de recevoir l'instruction théorique et pratique nécessaire.
(Paragraphes b) à h) sans modifications.)

i) Licence de parachutiste, qui permet à son titulaire de participer à des compétitions ou meetings aériens ; deux classes de licence de parachutiste peuvent être instituées par arrêté du ministre des travaux publics et des communications.

Article 30. - Qualifications. -

(Premier alinéa et paragraphes a) à d) sans modification.)

e) Qualification de voltige aérienne, qui permet au titulaire de pratiquer certaines techniques de vol dans des conditions définies par arrêté du ministre des travaux publics et des communications ;f)

Qualification de radiotéléphonie qui permet à son titulaire d'assurer à bord les communications téléphoniques dans les langues dont il a justifié une connaissance suffisante.

La qualification qui peut être mentionnée sur une licence de parachutiste est la suivante : qualification d'instructeur de parachutisme, qui permet à son titulaire de donner aux stagiaires parachutistes l'instruction théorique et pratique nécessaire.

Article 31. - Autres membres du personnel de conduite. -

Les navigateurs, mécaniciens navigants, radionavigants, qui constituent avec les pilotes le personnel de conduite des aéronefs, doivent être titulaires de licences dont les conditions de délivrance et de renouvellement sont fixées par arrêté du ministre des travaux publics et des communications, leur permettant d'exercer les fonctions correspondantes à bord de tout aéronef.

Les qualifications qui peuvent être mentionnées sur une des licences de navigateur, mécanicien navigant et radionavigant sont :

La qualification d'instructeur qui permet à son titulaire de donner l'instruction pratique dans la fonction correspondant à sa licence

Et la qualification de radiotéléphonie qui permet à son titulaire d'assurer à bord les communications téléphoniques dans les langues dont il a justifié une connaissance suffisante.

Article 32. - Personnel technique au sol. -

(Premier et deuxième alinéas sans modification.)

Les licences d'une méthode approuvée de préparation de vol.

Article 35. - Délivrance et renouvellement des licences. -

(Premier alinéa sans modification.)

(alinéa nouveau) Lorsqu'une licence a été délivrée à un ressortissant marocain par l'autorité compétente d'un Etat étranger, dans des conditions au moins équivalentes à celles fixées par la réglementation internationale en vigueur, le directeur de l'air lui délivre une nouvelle licence et y mentionne les mêmes qualifications, à condition qu'il possède encore lors de cette délivrance la compétence requise et son aptitude physique et mentale soit jugée satisfaisante.

(Les deux derniers alinéas sans modification.) .

Article 36. - Validation de licences et qualifications. - Lorsqu'une licence ou qualification a été délivrée à un ressortissant étranger par l'autorité compétente d'un Etat étranger, le directeur de l'air peut valider licence et qualification, si les conditions de leur délivrance ont été au moins équivalentes à celles fixées par la réglementation internationale en vigueur.

Le directeur de l'air peut renouveler cette validation sur demande présentée dans les limites de validité fixées par arrêté du ministre des travaux publics et des communications.

Article 39. - Carnet de vol. - Tout titulaire des vols qu'il effectue, le carnet de vol doit être certifié par l'entreprise ou par l'autorité aéronautique compétente.

(Deuxième et troisième alinéas sans modification.)

Article 41. - Obligation. - Hors le cas sur un aérodrome régulièrement établi ou sur un terrain ou emplacement spécialement autorisé pour un tel usage.

Article 43. - Aérodromes agréés. - Aucun autre aérodrome civil ne peut être créé sans une licence du ministre des travaux publics et des communications.

Cette licence comportera telles conditions que le ministre estimera nécessaires pour assurer le respect des dispositions de la réglementation internationale en vigueur, et aussi la sécurité des aéronefs utilisant cet aérodrome ainsi que des tiers.

L'aire de manœuvre de cet aérodrome ne peut être modifiée sans une autorisation écrite du directeur de l'aire.

Article 44. - Aérodromes à usage restreint. - Le directeur de l'air peut l'usage comme aérodrome de tout autre emplacement par des aéronefs de certains types ou pour certains services aériens, comme le travail aérien.

Article 46. - Ouverture d'aérodromes à la circulation aérienne publique. - Le ministre des travaux publics et des communications désigne par arrêté les aérodromes d'Etat et les aérodromes agréés, soumis au contrôle permanent de l'Etat, qui sont ouverts à la circulation aérienne publique, c'est-à-dire vigueur.

L'utilisation de tels aérodromes peut toutefois être soumise à des restrictions et même être interdite si des raisons de sécurité et d'ordre public le justifient.

L'ouverture d'aérodromes à la circulation aérienne publique, les restrictions ou interdictions font l'objet de publication d'information aéronautique.

Article 49..- Plan de dégagement. -

Pour chaque aérodrome, après enquête, dont les modalités feront l'objet d'un arrêté du ministre des travaux publics et des communications, est homologué

(Les autres alinéas sans modification.)

Article 51. - Balisage. -

(Premier et deuxième alinéas sans modification.)

Les frais d'installation sauf pour les lignes de transport et de distribution d'énergie électrique exploitants.

Article 52. - Gestion. - Les aérodromes, créés par l'Etat et visés à l'article 42 ci-dessus, sont gérés par la direction de l'air, qui a, en outre, le contrôle et la surveillance de tous autres aérodromes.

Article 53. - Aérodromes internationaux. - Le ministre des travaux publics et des communications, en accord avec les ministres chargés des finances, de l'intérieur, de la santé publique et de l'agriculture, désigne par arrêté, parmi les aérodromes ouverts à la circulation aérienne publique, les aérodromes internationaux sur lesquels sont installés, soit en permanence, soit dans certaines conditions, des services d'immigration, de police, de douane, de santé et de quarantaine agricole, et sur lesquels doivent obligatoirement atterrir, à leur entrée sur le territoire marocain ou à la sortie de ce territoire, tous aéronefs qui ne sont pas expressément dispensés de cette obligation.

Par décret, il peut également être établi sur le territoire marocain des aérodromes francs.

Article 54. - Aérodromes contrôlés. - Le ministre des travaux publics et des communications désigne par arrêté, parmi les aérodromes ouverts à la circulation aérienne publique, ceux sur lesquels est assuré un service de contrôle de la circulation aérienne.

(Deuxième alinéa sans modification.)

Article 56. - Commandant d'aérodrome. -

(Premier alinéa sans modification.)

Le commandant de tout aérodrome Les activités de tous autres services qui y sont implantés de façon permanente.

Sur les aérodromes internationaux, le commandanten toute indépendance.

Sur les aérodromes agréés, ouverts à la circulation aérienne publique, un commandant d'aérodrome désigné par l'exploitant de l'aérodrome en service sur l'aérodrome

Article 57. - Taxes et redevances.,- Les services, rendus aux usagers des aérodromes ouverts à la circulation aérienne publique et des installations et services de navigation aérienne en route, donnent lieu à rémunération, sous forme de taxes ou redevances, notamment à l'occasion des opérations suivantes :

Atterrissage des aéronefs ;

Usage des dispositifs d'aides à la navigation aérienne ;

Stationnement et abri des aéronefs ;

Distribution des carburants et lubrifiants ;

Usage des installations aménagées pour la réception des passagers et des marchandises ;

Occupation de terrains et d'immeubles du domaine public ;

Visite de tout ou partie des zones réservées d'aérodrome.

Les barèmes de base et les tarifs ainsi que les réductions et exemptions éventuelles sont fixés par décret sur proposition des ministères des travaux publics et des communications et des finances.

Titre IV. : Services de la navigation aérienne.

Article 60. - Définition. - Sont considérés comme services de la navigation aérienne, tous services.

(La suite sans modification.)

Article 61. - Service de la circulation aérienne. -

(Premier alinéa sans modification)

Les limites font l'objet de publications d'information aéronautique.

Article 64. - Recherches et sauvetage. -

(Premier et deuxième alinéas sans modification.)

Les frais de recherches et sauvetage sont à la charge du propriétaire ou de l'exploitant de l'aéronef en cause, lorsqu'il aura été établi que les opérations de recherches et de sauvetage ont été nécessitées par une faute du pilote ou de l'exploitant.

Article 65 - Information aéronautique. - Conformément aux et émet des avis aux navigateurs aériens (N.O.T.A.M.).

(La direction de l'air échange des publications d'information aéronautique avec celles des services similaires des Etats intéressés et assure la diffusion des N.O T.A.M.

(Troisième alinéa sans modification.)

Article 66. - Bureaux d'information aéronautique. - Sur tous les aérodromes internationaux du Maroc et sur d'autres aérodromes, s'il est nécessaire, sont créés des bureaux d'information aéronautique, chargés partant de l'aérodrome.

Article 70. - Appareils de radiocommunications. - Tout aéronef doit être équipé d'appareils de radiocommunications correspondant aux conditions d'exploitation de l'aéronef. Une licence permettant l'installation et l'utilisation des appareils est délivrée par le ministre des postes, des télégraphes et des téléphones. Seul le titulaire d'une licence de radionavigation visée à l'article 31 du présent décret peut utiliser ces appareils.

(Deuxième alinéa sans modification.)

Lorsqu'un aéronef marocain effectue un vol à l'étranger, ses appareils de radiocommunications doivent être utilisés conformément aux règlements en vigueur dans l'Etat survolé.

Tout aéronef étranger muni d'appareils de radiocommunications lorsqu'il survole d'immatriculation, et ces appareils ne peuvent être utilisés que appropriée.

Article 71. - Entrée et sortie. - Tout aéronef, arrivant sur le territoire marocain ou le quittant, doit atterrir sur un aérodrome international à moins qu'il ne soit expressément dispensé de cette obligation.

(Deuxième, troisième et quatrième alinéas sans modification.)

Article 74 - Prise de vues aériennes. -

Le ministre des travaux publics et des communications peut interdire ou réglementer le transport et l'usage d'appareils de prise de vues à bord d'aéronef pendant le survol de tout ou partie du territoire marocain.

La prise de vues aériennes ne peut être effectuée que par le titulaire de l'autorisation d'exploitation de services de travail aérien prévue par l'article 122 du présent décret.

Un arrêté du ministre des travaux publics et des communications précisera, pour l'application du présent article, les conditions spéciales de délivrance et de forme de cette autorisation dont l'utilisation sera soumise au contrôle de l'administration.

Article 76 - Champ d'application. - Tout aéronef qui y est visé. Ces règles seront également observées par les aéronefs militaires marocains à moins qu'elles soient incompatibles avec le caractère de leur mission.

(Deuxième alinéa sans modification.)

Article 81. - Hauteurs minima. -

(Premier et deuxième alinéas sans modification.)

Ces hauteurs minima ne s'appliquent pas :

Aux décollages, manœuvres d'approche et d'atterrissage à partir du moment où l'aéronef est entré en contact avec le contrôle d'approche ;
aux directeur de l'air.

Article 92. - Manœuvre sur l'eau. -
(Premier alinéa sans modification.)

Tout aéronef sur l'eau doit se conformer au règlement international pour prévenir les abordages en mer, annexé à l'acte final de la conférence de Londres de 1960 pour la sauvegarde de la vie humaine en mer.

(La suite sans modification)

Article 93. - Interdictions. -

(Premier, deuxième et troisième alinéas sans modification.)

(alinéa nouveau) sans une autorisation expresse du directeur de l'air, aucun vol à vue ne peut être effectué entre le coucher et le lever du soleil, ni au-dessus du niveau de vol 200.

Article 94. - Vol V.F.R. dans un espace contrôlé. - Sauf autorisation de l'organe compétent de contrôle de la circulation aérienne, aucun vol à vue ne peut être effectué à l'intérieur d'un espace aérien contrôlé, à quelque altitude que ce soit, lorsque la visibilité en vol est inférieure à 8 km et si la distance de l'aéronef par rapport aux nuages n'est pas au moins égale à 1,5 km horizontalement et à 300 m. verticalement.

Article 95. - Vol V.F.R. hors d'un espace contrôlé. - Un vol à vue peut être effectué hors d'un espace contrôlé :

A une altitude égale ou inférieure à 900 m. au-dessus du niveau moyen de la mer, ou à 300 m. au-dessus du sol, si cette dernière valeur est plus élevée, à condition que la visibilité en vol soit égale ou supérieure à 1,5 km et que l'aéronef soit hors des nuages et en vue du sol ou de l'eau ; toutefois un hélicoptère peut, voler dans cette portion de l'espace lorsque la visibilité est inférieure à 1,5 km, à condition que sa vitesse permette au pilote commandant de bord de voir tout autre aéronef ou tout obstacle à temps pour éviter un abordage ; et b) à une altitude supérieure à 900 m. au-dessus du niveau moyen de la mer ou à 300 m. au-dessus du sol si cette dernière valeur est plus élevée, à condition que la visibilité en vol soit égale ou supérieure à 8 km et que la distance de l'aéronef par rapport aux nuages soit au moins égale à 1,5 km horizontalement et 300 m. verticalement.

Tout vol V.F.R. en palier, à une hauteur égale ou supérieure à 900 m. au-dessus de la surface, sera effectué suivant un des niveaux de croisière correspondant à sa route magnétique, tels que ces niveaux seront, fixés par arrêté du ministre des travaux publics et des communications.

Article 99. - Vol I.F.R. en espace contrôlé. -

(Le texte actuel sans modification.)

(alinéa nouveau) Les niveaux de croisière utilisés par les aéronefs évoluant en I.F.R. dans un espace aérien contrôlé sont ceux visés à l'article 95.

Article 108. - Commission d'enquête. - Après examen du rapport d'enquête de première information, le ministre des travaux publics et des communications peut, si l'accident revêt un caractère international, s'il présente une gravité exceptionnelle ou si des renseignements techniques peuvent être ainsi obtenus, instituer une commission d'enquête, dont il fixe la composition et les modalités de fonctionnement.

Article 124. - Admission d'aéronefs étrangers. -

(Premier alinéa sans modification.)

En l'absence formuler une demande d'autorisation quinze jours avant la date prévue pour son atterrissage et obtenir cette autorisation ce délai peut être réduit à 24 heures lorsqu'il s'agit de transports à des fins humanitaires ou en cas de nécessité impérieuse.

En ce qui concerne les aéronefs; immatriculés

Donner préavis ; la notification d'un plan de vol aux services de contrôle de la circulation aérienne dans le même délai tiendra lieu de préavis.

(Paragraphe b), c) et d) sans modification.)

Article 128. - Transports internationaux. - Les services aériens internationaux de transport aérien, en provenance ou à destination du Maroc, peuvent être assurés par des entreprises marocaines, étrangères ou internationales.

(Deuxième, troisième et quatrième alinéas sans modification.)

(nouvel alinéa) Les entreprises internationales auxquelles le Maroc serait partie exerceront leurs activités au Maroc dans les conditions prévues par leur statut d'établissement.

Article 146. - Manuel d'entretien. - Tout exploitant doit de contrôle, de révision et d'inspection. Ce manuel est soumis pour accord au directeur de l'air, à qui un exemplaire à jour est régulièrement adressé.

(Deuxième alinéa sans modification.)

Article 149. - Manuel d'exploitation. - Tout exploitant doit lubrifiant nécessaires pour chaque route, manuel de roue et toute autre information prescrite par le directeur de l'air.

Le contenu du manuel d'exploitation est soumis à l'approbation du directeur de l'air, à qui un exemplaire à jour est régulièrement adressé.

(Troisième alinéa sans modification)

Article 168. - Incidents de vol et défauts. - A la fin le pilote commandant de bord signale, de la manière prescrite, au centre de contrôle régional ou à l'aérodrome d'atterrissage, les incidents aéronautiques.

Titre V. : Aéro-clubs, parachute-clubs et écoles d'aviation.

Chapitre premier : Aéro-clubs et parachute-clubs.

Article 180. - Constitution. - Les aéro-clubs et parachute-clubs sont des associationssportives

Article 181. - Agrément. - Les aéro-clubs et les parachute-clubs affiliés à la fédération arrêté. Les activités des aéro-clubs et des parachute-clubs sont soumises à la surveillance et au contrôle de la direction de l'air. L'agrément peut à tout moment être retiré à un aéro-club ou à un parachute-club qui ne se conforme pas aux dispositions réglementaires en vigueur.

Article 182. - Subventions et avantages. - Les aéro-clubs et les parachute-clubs régulièrement constitués peuvent manifestations aériennes.

Article 183. - Exemptions à l'importation. - Ne sera soumise..... à l'usage exclusif des aéro-clubs et des parachute-clubs agréés.

Article 239. - Constatation des infractions. -

(Premier alinéa, a), b), c) et d) sans modification.)

Les procès-verbaux, qui font foi jusqu'à preuve contraire, sont adressés immédiatement au parquet de la juridiction compétente ; une copie est en même temps envoyée à la direction de l'air.

Article 242. - Modifications. - Toute modification aux dispositions réglementaires relatives à la circulation aérienne, dont la mise en vigueur immédiate est nécessaire, soit pour assurer la sécurité de la navigation aérienne, soit pour se conformer à la réglementation internationale en vigueur, fait l'objet d'un arrêté du ministre des travaux publics et des communications, dont la diffusion aux intéressés est assurée par la direction de l'air.

Ces modifications sont incorporées dans le décret annuel modificatif du présent décret

Article 2 : a. - Le ministre des travaux publics et des communications, le ministre de la défense nationale, le ministre des finances, le ministre d'Etat, chargé de l'agriculture et de la réforme agraire, le ministre de la jeunesse, des sports et des affaires sociales, le ministre de la santé publique, le ministre de l'intérieur, le ministre de la justice et le ministre des postes, des télégraphes et des téléphones sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Bulletin officiel.

Fait à Rabat, le 18 kaada 1389 (26 janvier 1970).

Pour Sa Majesté le Roi et p.o.,

Le Premier ministre,

Dr Ahmed Laraki.